

353

DB45.7

Projet minier Matawinie à Saint-Michel-des-Saints

*Lucas
P. Chartrand*

6212-08-018

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES PARCS RÉGIONAUX DE LA MATAWINIE

RAPPORT FINANCIER

31 DÉCEMBRE 2016

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES PARCS RÉGIONAUX DE LA MATAWINIE

RAPPORT FINANCIER

AU 31 DÉCEMBRE 2016

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats	3
Évolution des actifs nets	4
Bilan	5
Flux de trésorerie	6
Notes afférentes aux états financiers	7
Autres renseignements	
Annexe A - Frais de fonctionnement	14
Annexe B - Résultats par fonds	15
Annexe C - Répartition des fonds investis en immobilisations	16

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES PARCS RÉGIONAUX DE LA MATAWINIE

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES PARCS RÉGIONAUX DE LA MATAWINIE, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2016, et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES PARCS RÉGIONAUX DE LA MATAWINIE au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Boisvert & Chartrand, s.e.n.c.r.l.

Société de comptables professionnels agréés

Par Guy Chartrand, CPA auditeur, CA

Joliette, le 9 mai 2017

	2016			2015
	Activités de fonctionnement	Fonds des immobilisations	Total	Total
PRODUITS				
Quotes-parts des municipalités	284 972	-	284 972	\$ 284 973
Location de sites et d'équipements	487 557	-	487 557	410 411
Activités sur les sites	135 328	-	135 328	118 050
Subventions	7 916	-	7 916	-
Intérêts	1 182	-	1 182	4 995
Autres	87 660	-	87 660	73 791
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	-	23 827	23 827	23 151
	<u>1 004 615</u>	<u>23 827</u>	<u>1 028 442</u>	<u>915 371</u>
CHARGES				
Salaires et charges sociales	667 890	-	667 890	671 511
Frais de gestion	30 557	-	30 557	30 860
Frais de fonctionnement (annexe A)	244 167	-	244 167	222 294
Intérêts afférents aux immobilisations	-	5 541	5 541	5 942
Amortissement des immobilisations corporelles	-	75 597	75 597	67 437
	<u>942 614</u>	<u>81 138</u>	<u>1 023 752</u>	<u>998 044</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES (annexe B)	<u>62 001</u>	<u>(57 311)</u>	<u>4 690</u>	\$ <u>(82 673)</u>

Les notes complémentaires et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES PARCS RÉGIONAUX DE LA MATAWINIE

ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Affectés					Non affectés		TOTAL 2016	TOTAL 2015
	Fonds Parc Taureau	Fonds Forêt Ouareau	Fonds Sept Chutes	Fonds Sentier National	Fonds Chutes à Bull	Fonds d'administration général	Fonds des immobilisations (annexe C)		
SOLDE AU DÉBUT	140 794 \$	19 974 \$	14 158 \$	59 244 \$	3 370 \$	(105 181) \$	1 197 122 \$	1 329 481 \$	1 412 154 \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	152 938	74 076	19 886	21 573	40 182	(246 654)	(57 311)	4 690	(82 673)
Acquisition en immobilisations	(643 734)	(17 679)	-	-	-	-	661 413	-	-
Augmentation d'apports reportés	499 099	139 264	-	-	-	-	(638 363)	-	-
Augmentation de dettes à long terme		72 888	-	-	-	-	(72 888)	-	-
Remboursement de dettes à long terme	(14 500)	(5 332)	(5 873)	-	-	-	25 705	-	-
Frais financiers sur dettes à long terme	(3 601)	(1 144)	(796)	-	-	-	5 541	-	-
SOLDE À LA FIN	<u>130 996 \$</u>	<u>282 047 \$</u>	<u>27 375 \$</u>	<u>80 817 \$</u>	<u>43 552 \$</u>	<u>(351 835) \$</u>	<u>1 121 219 \$</u>	<u>1 334 171 \$</u>	<u>1 329 481 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES PARCS RÉGIONAUX DE LA MATAWINIE

BILAN

31 DÉCEMBRE 2016

5

	2016	2015
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	253 585 \$	302 202 \$
Débiteurs (note 3)	336 259	30 239
Frais payés d'avance	<u>12 974</u>	<u>14 573</u>
	602 818	347 014
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 4)	<u>2 714 386</u>	<u>2 128 570</u>
	<u>3 317 204 \$</u>	<u>2 475 584 \$</u>
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs (note 5)	389 866 \$	214 655 \$
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 7)	25 022	17 246
Dette à long terme renouvelable au cours du prochain exercice (note 7)	<u>86 437</u>	<u>101 499</u>
	501 325	333 400
APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS	1 395 343	780 807
DETTE À LONG TERME (note 7)	<u>86 365</u>	<u>31 896</u>
	<u>1 983 033</u>	<u>1 146 103</u>
ACTIFS NETS		
AFFECTÉS	564 787	237 540
NON AFFECTÉS	(351 835)	(105 181)
INVESTIS EN IMMOBILISATIONS (ANNEXE C)	<u>1 121 219</u>	<u>1 197 122</u>
	<u>1 334 171</u>	<u>1 329 481</u>
	<u>3 317 204 \$</u>	<u>2 475 584 \$</u>
ENGAGEMENTS CONTRACTUELS (note 9)		
AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,		
_____ , administrateur		_____ , administrateur

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES PARCS RÉGIONAUX DE LA MATAWINIE

FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

6

	2016	2015
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	4 690 \$	(82 673) \$
Éléments n'affectant pas la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	75 597	67 437
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	<u>(23 827)</u>	<u>(23 151)</u>
	56 460	(38 387)
Variation nette d'éléments hors trésorerie liés au fonctionnement :		
Débiteurs	(317 020)	9 345
Frais payés d'avance	1 599	(3 522)
Créditeurs	186 211	(396 418)
Apports reportés	<u>-</u>	<u>(19 652)</u>
	<u>(72 750)</u>	<u>(448 634)</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(661 413)	(299 072)
Encaissement des apports reportés afférents aux immobilisations	<u>638 363</u>	<u>154 487</u>
	<u>(23 050)</u>	<u>(144 585)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts à long terme	72 888	22 577
Versement sur la dette à long terme	<u>(25 705)</u>	<u>(19 019)</u>
	<u>47 183</u>	<u>3 558</u>
DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(48 617)	(589 661)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>302 202</u>	<u>891 863</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	<u>253 585</u> \$	<u>302 202</u> \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. CONSTITUTION ET SECTEUR D'ACTIVITÉ

L'organisme, constitué le 7 avril 2008, est régi en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec. Il gère, développe et promeut les parcs régionaux de la Matawinie.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif du secteur public, y compris les chapitres SP 4200 à SP 4270, et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

L'organisme applique les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la Partie III du Manuel de CPA Canada – Comptabilité.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Comptabilité par fonds

Les produits et les charges afférents à la prestation des services réguliers de l'organisme et à l'administration sont présentés dans le fonds de fonctionnement.

Les produits et les charges afférents aux activités des différents parcs sont présentés respectivement dans des fonds distincts.

Les produits et les charges afférents aux immobilisations sont présentés dans le fonds d'immobilisations.

Constatation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les revenus de placements affectés sont constatés à titre de produits du fonds approprié dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les revenus de placements non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instrument financiers

Évaluation des instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations entre apparentés qui sont évaluées à la valeur comptable ou à la valeur d'échange selon le cas.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur de ces instruments financiers sont comptabilisées dans les résultats de la période où elles se produisent.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de l'encaisse et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent des fournisseurs et de la dette à long terme.

Coûts de transaction

L'organisme comptabilise ses coûts de transaction aux résultats de l'exercice où ils sont engagés dans le cas des instruments financiers qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. La valeur comptable des instruments financiers qui ne sont pas évalués ultérieurement à la juste valeur tient compte des coûts de transaction directement attribuables à la création, à l'émission ou à la prise en charge de ces instruments.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes indiquées ci-dessous :

	Périodes
Bâtiment	40 ans
Infrastructures	40 ans
Équipement de bureau	10 ans
Équipement et outillage	10 ans
Équipement informatique	10 ans
Véhicules récréatifs	10 ans

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**Apports reportés afférents aux immobilisations**

Les subventions relatives aux immobilisations sont comptabilisées à titre de subventions reportées puis amorties de la même façon que les immobilisations auxquelles elles se rapportent.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels amortissables sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

3. DÉBITEURS

	2016	2015
Comptes clients	321 163 \$	29 301 \$
Taxes de vente à recevoir	14 238	-
Intérêts à recevoir	<u>858</u>	<u>938</u>
	<u><u>336 259</u></u> \$	<u><u>30 239</u></u> \$

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2016		2015	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Terrain	34 200 \$	-	34 200 \$	34 200 \$
Bâtiment	1 395 966	146 282	1 249 684	636 333
Infrastructures	1 523 558	203 498	1 320 060	1 332 669
Équipement de bureau	9 821	8 391	1 430	1 896
Équipement et outillage	70 889	46 452	24 437	28 648
Équipement informatique	32 870	13 822	19 048	22 336
Véhicules récréatifs	<u>99 304</u>	<u>33 777</u>	<u>65 527</u>	<u>72 488</u>
	<u><u>3 166 608</u></u> \$	<u><u>452 222</u></u> \$	<u><u>2 714 386</u></u> \$	<u><u>2 128 570</u></u> \$

5. CRÉDITEURS

	2016	2015
Fournisseurs et frais courus	243 963 \$	44 253 \$
Dû à la MRC MATAWINIE	22 879	34 939
Salaires et vacances à payer	25 318	37 686
Sommes à remettre à l'État	23 538	15 217
Taxes de vente à remettre	-	11 249
Dépôts de clients	<u>74 168</u>	<u>71 311</u>
	<u><u>389 866</u></u> \$	<u><u>214 655</u></u> \$

6. APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les apports reportés représentent des subventions qui sont destinées à l'acquisition d'immobilisations corporelles. Les variations survenues dans le solde des apports reportés pour l'exercice sont les suivantes :

	2016	2015
Solde au début	780 807 \$	649 471 \$
Plus : montants reçus au cours de l'exercice	638 363	154 487
Moins : amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	<u>(23 827)</u>	<u>(23 151)</u>
	<u><u>1 395 343</u></u> \$	<u><u>780 807</u></u> \$

7. DETTE À LONG TERME

	2016	2015
Effet à payer, taux préférentiel plus 0,5 %, original de 145 000 \$, remboursable par mensualités de 1 208 \$ plus les intérêts, garanti par un immeuble d'une valeur comptable de 112 265 \$ (115 428 \$ en 2015), amorti jusqu'en mai 2023, échéant en mai 2017	93 041 \$	107 541 \$
Effet à payer, 5,98 %, original de 22 577 \$, remboursable par mensualités de 530 \$, capital et intérêts, échéant en mai 2019	<u>14 279</u>	<u>19 611</u>
Solde à reporter	107 320	127 152

7. DETTE À LONG TERME (suite)

	2016	2015
Solde reporté	107 320	127 152
Effet à payer, 3,86 %, original de 65 289 \$, remboursable par annuités de 5 872 \$, intérêts payables semestriellement, échéant en juin 2019	17 616	23 489
Effet à payer, 2,50 %, original de 72 888 \$, remboursable par mensualités de 1 294 \$, capital et intérêts, comportant un moratoire sur les remboursements de capital et intérêts de 12 mois échéant en juin 2017, échéant en juin 2022	<u>72 888</u>	<u>-</u>
	197 824	150 641
Dettes à long terme échéant au cours du prochain exercice	25 022	17 246
Dettes à long terme renouvelable au cours du prochain exercice	<u>86 437</u>	<u>101 499</u>
	<u><u>86 365</u></u> \$	<u><u>31 896</u></u> \$

Les versements en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2017	111 459 \$
2018	25 913 \$
2019	22 871 \$
2020	14 751 \$
2021	15 124 \$

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Au cours de l'exercice, l'organisme a effectué, dans le cours normal de ses activités, les opérations suivantes avec la MRC Matawinie et les TNO, mesurées à la valeur d'échange :

	2016	2015
Produits		
Quotes-parts des municipalités	284 972 \$	284 973 \$
Autres	<u>38 332</u>	<u>45 387</u>
	<u>323 304</u>	<u>330 360</u>
Charges		
Loyer et locations diverses	7 043	5 805
Frais de gestion	<u>30 557</u>	<u>30 860</u>
	<u>37 600</u>	<u>36 665</u>
	<u>285 704 \$</u>	<u>293 695 \$</u>

9. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

L'organisme s'est engagé auprès d'une entreprise pour une période de 5 ans afin de procéder à l'analyse de l'eau potable sur le territoire du SDPRM. Les paiements minimums exigibles en vertu de ce contrat sont de 1 479 \$ par année jusqu'en mai 2020.

10. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE BILAN

L'organisme a fait l'acquisition d'un terrain pour un montant de 250 000 \$ en janvier 2017 afin de procéder à la création d'un camping sur le territoire de la forêt Ouareau. À la suite de cette acquisition, l'organisme a procédé à la vente d'une portion de ce terrain pour 25 000 \$.

11. INSTRUMENTS FINANCIERS**Risques financiers**

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques, sans pour autant être exposé à des concentrations de risque. Les principaux sont détaillés ci-après.

11. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux débiteurs et aux subventions à recevoir. L'organisme consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Pour les subventions, l'organisme évalue, de façon continue, les montants à recevoir sur la base des montants qu'il a la quasi-certitude de recevoir en se basant sur leur valeur de réalisation estimative.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement à l'égard de ses créiteurs et de sa dette à long terme.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt. L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'organisme à un risque de juste valeur puisque celle-ci varie de façon inverse aux variations des taux d'intérêt du marché.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché inclut deux types de risque : le risque de change et le risque de taux d'intérêt.

12. VENTILATION DES CHARGES COMMUNES

L'organisme ventile ses salaires et ses charges sociales selon une estimation des heures travaillées pour chaque fonds.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES PARCS RÉGIONAUX DE LA MATAWINIE

ANNEXE A - FRAIS DE FONCTIONNEMENT

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

14

ANNEXE A - FRAIS DE FONCTIONNEMENT

	2016	2015
Assurances	12 060 \$	10 053 \$
Combustible et électricité	10 709	10 572
Entretien général	102 312	71 881
Fournitures de bureau	7 993	9 406
Frais de déplacement	23 723	29 578
Loyer et locations diverses	12 414	14 089
Mauvaise créance	195	-
Publicité et promotion	24 691	24 872
Réunions et représentation	1 780	2 053
Services professionnels	11 774	14 390
Taxes, licences et permis	6 190	4 897
Télécommunication	13 689	12 539
Divers	6 447	6 284
Frais financiers	10 190	11 680
	<u>244 167 \$</u>	<u>222 294 \$</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES PARCS RÉGIONAUX DE LA MATAWINIE

ANNEXE B - RÉSULTATS PAR FONDS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

15

	2016						2015	
	Fonds d'administration général	Fonds Parc Taureau	Fonds Forêt Ouareau	Fonds Sept Chutes	Fonds Sentier National	Fonds Chutes à Bull	TOTAL	TOTAL
PRODUITS								
Quotes-parts des municipalités	42 535 \$	19 000 \$	145 820 \$	15 617 \$	28 000 \$	34 000 \$	284 972 \$	284 973 \$
Location de sites et d'équipements	-	332 142	115 619	6 894	18 557	14 345	487 557	410 411
Activités sur les sites	-	23 725	44 132	42 111	-	25 360	135 328	118 050
Subventions	6 066	-	-	1 850	-	-	7 916	-
Autres	36 812	29 806	17 876	2 131	965	70	87 660	73 791
Intérêts	17	1 165	-	-	-	-	1 182	4 995
	<u>85 430</u>	<u>405 838</u>	<u>323 447</u>	<u>68 603</u>	<u>47 522</u>	<u>73 775</u>	<u>1 004 615</u>	<u>892 220</u>
CHARGES								
Salaires et charges sociales	263 688	166 577	177 277	31 850	3 845	24 653	667 890	671 511
Frais de gestion	30 557	-	-	-	-	-	30 557	30 860
Assurances	664	1 904	4 564	3 110	1 204	614	12 060	10 053
Combustible et électricité	-	1 994	5 423	3 058	161	73	10 709	10 572
Entretien général	714	42 053	37 686	4 263	13 536	4 060	102 312	71 881
Fournitures de bureau	3 943	3 206	175	271	199	199	7 993	9 406
Frais de déplacement	3 016	11 243	7 225	442	753	1 044	23 723	29 578
Loyer et locations diverses	7 043	2 835	997	-	1 539	-	12 414	14 089
Mauvaises créances	-	-	-	195	-	-	195	-
Publicité et promotion	2 786	6 008	6 790	3 593	2 967	2 547	24 691	24 872
Réunions et représentation	1 256	314	183	13	-	14	1 780	2 053
Services professionnels	8 204	-	1 459	-	1 745	366	11 774	14 390
Taxes, licences et permis	447	2 032	3 688	-	-	23	6 190	4 897
Télécommunications	5 183	2 777	3 807	1 922	-	-	13 689	12 539
Divers	244	6 203	-	-	-	-	6 447	6 284
Frais financiers	4 339	5 754	97	-	-	-	10 190	11 680
	<u>332 084</u>	<u>252 900</u>	<u>249 371</u>	<u>48 717</u>	<u>25 949</u>	<u>33 593</u>	<u>942 614</u>	<u>924 665</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>(246 654) \$</u>	<u>152 938 \$</u>	<u>74 076 \$</u>	<u>19 886 \$</u>	<u>21 573 \$</u>	<u>40 182 \$</u>	<u>62 001 \$</u>	<u>(32 445) \$</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES PARCS RÉGIONAUX DE LA MATAWINIE
 ANNEXE C - RÉPARTITION DES FONDS INVESTIS EN IMMOBILISATIONS
 EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

16

	Fonds Parc Taureau	Fonds Forêt Ouareau	Fonds Sept Chutes	Fonds Sentier National	Fonds Chutes à Bull	Fonds d'administration général	TOTAL	2015 TOTAL
IMMOBILISATIONS (valeur nette)								
Terrain	34 000 \$	- \$	- \$	- \$	-	- \$	34 200 \$	34 200 \$
Bâtiments	846 591	308 793	8 333	85 967	-	-	1 249 684	636 333
Infrastructure	605 498	420 775	46 779	158 474	88 534	-	1 320 060	1 332 669
Équipement de bureau	-	38	-	3	-	1 389	1 430	1 896
Équipement et outillage	9 334	14 379	385	316	-	24	24 438	28 648
Équipement informatique	13 138	775	566	-	-	4 568	19 047	22 336
Véhicules récréatifs	41 883	13 000	788	4 928	4 928	-	65 527	72 488
	<u>1 550 444</u>	<u>757 760</u>	<u>56 851</u>	<u>249 688</u>	<u>93 462</u>	<u>5 981</u>	<u>2 714 386</u>	<u>2 128 570</u>
DETTE À LONG TERME	(93 041)	(87 167)	(17 616)	-	-	-	(197 824)	(150 641)
APPORTS REPORTÉS EN IMMOBILISATIONS	<u>(805 840)</u>	<u>(355 127)</u>	<u>(29 380)</u>	<u>(113 700)</u>	<u>(88 534)</u>	<u>(2 762)</u>	<u>(1 395 343)</u>	<u>(780 807)</u>
	<u>651 563 \$</u>	<u>315 466 \$</u>	<u>9 855 \$</u>	<u>135 988 \$</u>	<u>4 928</u>	<u>3 219 \$</u>	<u>1 121 219 \$</u>	<u>1 197 122 \$</u>